DAVID, Charles-Philippe et Onnig BEYLERIAK *America's Quest for a New Contract with the World*. Montréal, Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité, 1995, 106 p.

Jean-Sébastien Rioux

Volume 28, numéro 2, 1997

La paix par l'intégration ? Régionalisme et perspectives de sécurité

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703763ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703763ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Rioux, J.-S. (1997). Compte rendu de [DAVID, Charles-Philippe et Onnig BEYLERIAK *America's Quest for a New Contract with the World*. Montréal, Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité, 1995, 106 p.] *Études internationales*, 28(2), 429-431. <https://doi.org/10.7202/703763ar>

à Hong Kong et en Chine continentale ; avec l'émergence de partis politiques à Hong Kong, certains y défont la légitimité du gouvernement chinois. Si l'auteur, avec son optimisme à propos de l'application de la politique de « un pays, deux systèmes » après 1997, prévoit une prospérité économique de Hong Kong ainsi que la coexistence de « deux systèmes » en Chine après 1997, il nous indique ainsi plusieurs pistes intéressantes dans l'observation de la situation de Hong Kong.

WANG Yu cheng

*Département de science politique
Université Laval, Québec*

ÉTATS-UNIS

America's Quest for a New Contract with the World.

DAVID, Charles-Philippe et Onnig BEYLERIAN. Montréal, Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité, 1995, 106 p.

Cet ouvrage est le quatrième numéro dans la série de notes de recherches du Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité (CEPES) de l'Université du Québec à Montréal. L'ouvrage contient cinq articles (avec commentaires) tirés de la conférence de mai 1995 organisée par le CEPES et l'Institut canadien des affaires internationales. Le but de cette conférence était, selon l'avant-propos du volume, d'examiner la direction de la politique étrangère américaine après la guerre froide et sous le président Clinton, en tenant compte du résultat des élections de 1994 qui portait le parti Républicain au pouvoir dans la Chambre des représentants. Les articles dans ce volume en font une bonne évaluation.

Si l'on peut parler d'une constante dans ces articles, elle est motivée par les hésitations et les erreurs commises au cours des premières années de la présidence de Bill Clinton dans la politique étrangère américaine. Que l'on pense, entre autres exemples, aux échecs en Somalie, en Bosnie, au Rwanda, en Corée du Nord, ou encore à la déroute en Haïti qui a mené à l'occupation de ce pays. Aucun des auteurs examinant la politique étrangère américaine durant le leadership de Clinton n'en fait l'éloge. Généralement, ceux-ci trouvent deux causes principales à ce manque de succès : la personnalité du Président ; et les changements importants survenus après la guerre froide.

Selon la première perspective, on attribue le manque de succès au style de leadership de Bill Clinton et, conséquemment, à la structure de son groupe de décision de politique étrangère. Dans leurs articles, Tonelson et Moens concentrent davantage leurs analyses sur ces explications de niveau individuel. Tonelson suggère comme explication le manque de vision stratégique de Clinton. L'auteur propose que les « contrats » dans lesquels sont entrés les États-Unis durant la guerre froide devraient être complètement repensés. Selon lui, les États-Unis n'ont plus besoin de faire de compromis afin de combattre leurs adversaires communistes. Il ajoute que Bill Clinton aurait avantage à réaliser que des contrats doivent apporter des bénéfices, et suggère que celui-ci se questionne sur la nature et l'ampleur des bénéfices de chaque contrat pour les États-Unis. La politique « d'internationalisme libéral » aveugle devrait être injectée de « realpolitik ».

Alexander Moens, quant à lui, commence par démontrer que plusieurs entreprises étrangères du gouvernement Clinton sont des faillites et qu'il y a peu de réussites non ambiguës. Il concentre ses explications sur le style personnel de Clinton, qu'il qualifie comme étant désorganisé, collégial, assoiffé d'information et obsédé des détails. Ce côté de Clinton est maintenant bien connu de ceux qui étudient la Maison-Blanche. Ces aspects de la personnalité de Clinton affecteraient sa façon de prendre des décisions. Par exemple, celui-ci convoque presque sans arrêt des réunions qui sont dépourvues d'un agenda central, où tous ont la parole et qui durent généralement très longtemps. De plus, Clinton semble éprouver de la difficulté à prendre une décision finale et non équivoque, car il est facilement convaincu lorsque quelqu'un lui présente de nouvelles informations. Ce qu'il lui faut, suggère Moens – empruntant le concept d'Alexander George – c'est un gérant, un « manager » des décisions, quelqu'un qui tiendrait des réunions avec un agenda et qui présenterait seulement quelques options au Président, en le poussant à choisir et à s'en tenir à ses choix. Toutefois, réplique Blema Steinberg dans son commentaire, la psycho-dynamique de Clinton ne lui permettrait pas de déléguer tant de pouvoir à un(e) aide.

Suivant ces explications de niveau individuel, deux auteurs proposent d'autres hypothèses qui expliqueraient les nombreux virements et faillites de Clinton. Celles-ci portent sur des explications de niveau national, et sur les changements récents au niveau international, qui causeraient des problèmes d'adaptation pour les

États-Unis. Lawrence Korb propose que la politique étrangère américaine est en état de vicissitudes pour raison de quatre facteurs associés à la fin de la guerre froide. Il suggère d'abord que le peuple américain est las d'être impliqué partout sur le globe et désillusionné des apparatchiks de la politique étrangère. En deuxième lieu, le « nouveau » système international, en existence depuis la fin de la guerre froide, sème la confusion selon lui car cette nouvelle structure est sans précédent dans l'histoire. Troisièmement, les apparatchiks américains perdent leur temps sur des « faux débats ». À titre d'exemple, l'auteur relate le débat concernant les choix à faire entre la politique étrangère et domestique, alors qu'en réalité les deux sont rendus trop étroitement liés pour être dissociés. Finalement, Korb propose que Clinton n'aide guère à résoudre ces débats car il confond souvent les modèles historiques à suivre. Alors que Clinton a été élu en disant qu'il ne « gaspillerait » pas son temps à s'occuper de la politique étrangère autant que Bush, Korb conclut que la politique étrangère américaine en ces temps de grands changements bénéficierait d'un effort de consensus sur les priorités, et de leadership de la part du Président.

Dans son article, David Callahan propose que la politique étrangère d'un pays s'explique en analysant le système de valeurs d'un pays. Il examine le système des valeurs américaines en expliquant les deux courants majeurs dans la philosophie extérieure de ce pays : un internationalisme libéral, opposé à un désir d'isolement. Il conclut qu'un consensus est difficile à atteindre dans une telle dichotomie, mais que pour le moment le courant

international libéral l'emporte, et qu'à court terme, il y aura une continuité du *statu quo*.

Finalement, dans un article un peu différent des autres, Joseph Jockel examine la politique étrangère des États-Unis sur la question de l'unité canadienne. Selon l'auteur, les États-Unis, contrairement à ce que pensent certains, n'ont pas élaboré de plan secret pour réagir à une séparation éventuelle du Québec. Au contraire, les États-Unis réagiraient *ad hoc* face à cet événement, comme ils le font presque toujours ailleurs. Jockel nous démontre que les Américains ont toujours projeté au public une position de non-intervention dans la politique domestique canadienne. Si le Québec se séparait, l'adhésion du Québec dans les organismes régionaux et internationaux (ALENA, OTAN) serait très probable. Toutefois, ces ententes nécessiteraient une renégociation, principalement en raison de la politique intérieure américaine. En effet, selon l'auteur, le Congrès tiendrait presque certainement à rouvrir ces ententes.

Dans sa réplique, Louis Balthazar exprime son accord avec l'analyse de Jockel, mais souligne qu'une séparation totale du Québec n'est pas vraiment envisageable. Le scénario le plus probable, dit-il, c'est que le Québec et le Canada redéfiniront un jour la fédération canadienne en renégociant leurs pouvoirs et obligations respectifs. Selon son hypothèse, le Canada et le Québec utiliseraient alors les services de médiation des États-Unis.

Ces réflexions sur la politique étrangère américaine actuelle sont pertinentes, perspicaces et provocatrices. Ce sont moins des analyses empiriques et rigoureuses que des essais,

mais ceux-ci sont écrits par des experts reconnus. Les éditeurs de ce volume ont su choisir parmi les conférenciers ceux qui examinaient la politique étrangère américaine selon des perspectives différentes (le style personnel de Clinton; le caractère national des Américains; les changements dans le système international). Il sera intéressant de voir comment la politique étrangère des États-Unis évoluera dans le second mandat de Bill Clinton. Aura-t-il appris de ces leçons? Rappelons que Clinton vient de nommer son nouveau cabinet et que le *statu quo* semble demeurer. Éventuellement, il sera intéressant d'examiner la politique étrangère du deuxième mandat de ce jeune Président.

Jean Sébastien Rioux

Département de science politique
Université Concordia, Montréal

Shame and Humiliation : Presidential Decision Making on Vietnam.

STEINBERG, Blema S. Montréal, McGill-Queen's University Press, 1996, 397 p.

Le Vietnam a été pour les États-Unis, et ce, à plusieurs niveaux, catastrophique. Nous avons seulement à nous rappeler comment nous étions témoins, assis devant nos téléviseurs aux nouvelles de 18:00 heures, de ces reportages en direct sur cette tragédie humaine. En effet, les Québécois, comme à l'image de nos voisins du Sud, avons regardé et écouté les comptes rendus de cette guerre omniprésente. Aussi la majorité d'entre nous, comme l'ensemble de la population de l'Amérique du Nord, avons cru que cette guerre était nécessaire pour stopper l'avance des communistes dans le Sud-Est asiati-